

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Lille, le 16/06/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/05/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ENTREPOT PETROLIER DE VALENCIENNES**

RTE R N 30  
59121 Haulchin

Références : 19/05/2026  
Code AIOT : 0007000770

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2026 dans l'établissement ENTREPOT PETROLIER DE VALENCIENNES implanté RTE R N 30 59121 Haulchin. L'inspection a été annoncée le 26/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENTREPOT PETROLIER DE VALENCIENNES
- RTE R N 30 59121 Haulchin
- Code AIOT : 0007000770
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement Entrepôt Pétrolier de Valenciennes (EPV), implanté sur le terrain d'une ancienne raffinerie à Haulchin, exploite un dépôt de produits pétroliers acheminés par pipeline depuis le dépôt pétrolier Côte d'Opale et la Raffinerie de Normandie.

La société EPV est une société par actions simplifiée détenue par trois actionnaires : TotalEnergies Marketing Services (50 %), Carfuel (34%) et le groupe Bollore (16%). Une convention tripartite octroie la gestion du site à la société TotalEnergies Marketing Services. Les principales activités et installations de la société EPV sont :

- la réception des hydrocarbures (essences, fioul, gazole) par pipeline ;
- le stockage des produits dans des réservoirs ;
- l'expédition de produits par camions (900 000 m<sup>3</sup>/an) assurée par des îlots de chargement.

Les activités de la société EPV sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral du 20 juin 2017.

Le site est classé seuil haut au sens de l'article R. 511-10 du code de l'Environnement.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                            | Référence réglementaire                          | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 6  | Utilisation des moyens semi-fixes ou mobiles | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3 | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 9  | Entretien et contrôles                       | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9 | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                     | Référence réglementaire                          | Autre information |
|----|---------------------------------------|--------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Stratégie incendie                    | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1   | Sans objet        |
| 2  | Recours au SDIS                       | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-2 | Sans objet        |
| 3  | Justification des débits et quantités | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2 | Sans objet        |
| 4  | Refroidissement                       | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-7 | Sans objet        |
| 5  | Réserves d'eau et d'émulseur          | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1 | Sans objet        |
| 7  | Réseau                                | Arrêté Ministériel du 03/10/2010,                | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                              | Référence réglementaire                          | Autre information        |
|----|------------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------|
|    |                                                | article 43-3-8                                   |                          |
| 8  | Bassin de confinement                          | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-6 | Sans objet               |
| 10 | Formation                                      | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-5 | Sans objet               |
| 11 | Récolement de la mise en demeure du 02/02/2022 | AP de Mise en Demeure du 02/02/2022, article 1   | Levée de mise en demeure |
| 12 | Récolement de la mise en demeure du 02/02/2022 | AP de Mise en Demeure du 02/02/2022, article 2   | Levée de mise en demeure |
| 13 | Récolement de la mise en demeure du 02/02/2022 | AP de Mise en Demeure du 02/02/2022, article 3   | Levée de mise en demeure |
| 14 | Récolement de la mise en demeure du 02/02/2022 | AP de Mise en Demeure du 02/02/2022, article 4   | Levée de mise en demeure |
| 15 | Récolement de la mise en demeure du 02/02/2022 | AP de Mise en Demeure du 02/02/2022, article 5   | Levée de mise en demeure |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La stratégie de défense contre l'incendie proposée par l'exploitant pour le dépôt d'Haulchin apparaît satisfaisante. Elle permet d'établir que l'exploitant dispose des moyens et des ressources en eau et en émulseur pour assurer une extinction des incendies des scénarios de référence en moins de trois heures après le début de l'incendie, sans recours au moyens du SDIS (régime d'autonomie). L'Inspection formule deux demandes d'action corrective, lesquelles ne remettent pas en question la stratégie de défense établie. L'exploitant doit transmettre les éléments dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception du rapport.

Cette inspection a par ailleurs permis de constater le respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 02 février 2022. En conséquence, l'Inspection propose que cet arrêté soit abrogé.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Stratégie incendie

|                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stratégie incendie                       |

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre :

- 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ;
- 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;
- 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ;
- 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020

La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie « et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.

Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article « R. 181-54 » du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;
- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.
- en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux points I, B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020.

### **Constats :**

En amont de l'inspection, l'exploitant a notamment transmis les documents suivants :

- le plan de défense incendie - Révision de septembre 2025 ;
- le plan d'urgence ou POI de l'établissement dans sa version d'avril 2026 ;

La stratégie de défense incendie repose sur :

- une extinction en 20 minutes de l'incendie sans phase de temporisation et en moins de 3 heures dans tous les cas ;
- l'entretien d'un tapis de mousse pendant 60 minutes après l'extinction, avec un taux d'application de

0,2 L/min/m<sup>2</sup> pour éviter la reprise du feu.

Pour les feux de réservoirs, l'exploitant retient un taux d'application de 4 l/min/m<sup>2</sup> assuré par des boîtes à mousse. Pour les feux de rétention, l'exploitant retient un taux d'application réduit de l'ordre de 3 l/min/m<sup>2</sup>. L'émulseur retenu (SFPM 3/3 fourni par la société Eau et Feu) n'est plus qualifié depuis le 07/03/2021 car il n'est plus produit par le fournisseur. Toutefois l'exploitant a acquis les lots d'émulseur en 2017 et l'absence de qualification depuis l'arrêt de la production n'est pas de nature à remettre en cause le caractère haute performance de l'émulseur.

L'exploitant a identifié comme scénarios de référence :

- le feu du compartiment 410A ;
- le feu du bac 517 ;
- feu du poste de chargement camion (stockage en récipient mobiles).

Interrogé sur le stockage de liquides inflammables en récipients mobiles, l'exploitant a évoqué la présence de bidons de 5 L d'un additif dénommé PC30. Sur site, il a été constaté que cet additif n'était pas un liquide inflammable.

L'Inspection observe également qu'il y a parfois des incohérences entre les informations portées par le POI et par le plan de défense contre l'incendie (volume de la réserve d'eau, débit des groupes de pompe...).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans la mesure où aucun liquide inflammable n'est stocké sur site en récipient mobile, l'Inspection demande à l'exploitant de retirer la mention "Feu de stockages en récipients mobiles" du document : Plan de défense Incendie - Entrepôt Pétrolier de Valenciennes.

L'exploitant veillera également à la cohérence des informations entre les différents documents (POI et Plan de défense incendie notamment).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Recours au SDIS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-2

**Thème(s) :** Risques accidentels, recours SDIS

**Prescription contrôlée :**

Si l'exploitant prévoit, dans la stratégie définie au point 43-1 du présent arrêté, un recours aux moyens des services d'incendie et de secours, le concours de ces derniers :

- est sollicité auprès du préfet, en précisant si ce recours est temporaire, le temps de réaliser les travaux permettant de respecter notamment les exigences fixées au point 43-3-3 du présent arrêté, ou si ce recours est permanent. En cas de réponse négative, l'exploitant définit une stratégie de lutte contre l'incendie qui ne prévoit pas le recours aux moyens des services d'incendie et de secours ;
- est approuvé par arrêté préfectoral ;

- est limité aux moyens matériels non consommables et au personnel d'intervention en complément des moyens de l'exploitant ;
- implique la transmission par l'exploitant des informations nécessaires pour permettre à ceux-ci d'élaborer une réponse opérationnelle adaptée.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas sollicité l'intervention du SDIS, il est considéré comme autonome en ce qui concerne la défense contre l'incendie du dépôt.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Justification des débits et quantités**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Justification des débits et quantités

**Prescription contrôlée :**

Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant en fonction des scénarios définis au point 43-1 du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu au point 43-1 du présent arrêté. Ils tiennent compte de la production de solution moussante dans les conditions définies au point 43-3 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point 43-3-7 du présent arrêté.

**Constats :**

Ce point de contrôle a été étudié par sondage en ne considérant que les scénarios de référence : Feu de la rétention 410A et feu du réservoir 517.

| Scénario majorant             | Rétention - Compartiment 410A | Réservoir 517          |
|-------------------------------|-------------------------------|------------------------|
| Surface en feu                | 4379 m <sup>2</sup>           | 3473 m <sup>2</sup>    |
| Taux d'application            | 3 l/min/m <sup>2</sup>        | 4 l/min/m <sup>2</sup> |
| Besoin en extinction (20 min) | 13 137 l/min                  | 13892 l/min            |
| Apport en extinction          | 20 498 l/min                  | 15167 l/min            |

|                                    |                                                                                                                               |                                                                                                |
|------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Besoin Refroidissement             | Absence de bac exposé à des flux > 12 kW/m <sup>2</sup>                                                                       | Refroidissement réservoir en feu 15 l/min/m de circonférence                                   |
| Apport Refroidissement             | -                                                                                                                             | 27 l/min/m de circonférence                                                                    |
| Entretien tapis de mousse (60 min) | 5667 l/min -Cuvette 410A                                                                                                      | 12500 l/min                                                                                    |
| Tapis de mousse préventif          | 3985 l/min - Cuvette 410B (3485 l/min Déversoir 410B-1 + 500 l/min moyen fixe prépositionné asservi aux couronnes du bac 517) | 500 l/min - Cuvette 410B (Non nécessaire mais fonctionnement asservi aux couronnes du bac 517) |
| Besoin global en eau               | 834 m <sup>3</sup>                                                                                                            | 1141 m <sup>3</sup>                                                                            |
| Besoin global en émulseur          | 25 790 l                                                                                                                      | 35 300 l                                                                                       |

L'exploitant dispose de deux cuves de 23 000 l d'émulseur soit 46 m<sup>3</sup> au total.

Il s'agit de l'émulseur SPFM 3/3 fournit par Eau et Feu, comme précédemment précisé, cet émulseur était reconnu par le GESIP comme particulièrement performant jusqu'en mars 2021 (après cette date, cet émulseur n'a plus été produit).

L'inspection note que le POI comporte une fiche " Procédure d'urgence Bio24 ". A priori, cette fiche a été rattachée au POI par erreur.

La ressource est eau est assurée par un réservoir aérien de 20 000 m<sup>3</sup> alimentée par un forage sous un débit de 120 m<sup>3</sup>/h. Ce bac est exclusivement dédié à la défense incendie. La surveillance de cette réserve d'eau est assurée par les alarmes au niveau du poste de contrôle. Le seuil bas de 7000mm correspond à un volume standard de remplissage de 10000m<sup>3</sup>. Le seuil très bas de 4550mm correspond à volume 6 500 m<sup>3</sup>, valeur minimale reprise par le POI.

Dans sa version de septembre 2025, le document : "Plan de Défense Incendie " évoque un volume d'eau disponible de 3000 m<sup>3</sup> et des moyens de pompage en eau de 1500 m<sup>3</sup>/h et de 60 m<sup>3</sup>/h en

émulseur. Ce volume de 3000 m<sup>3</sup> correspond en fait à une prescription de l'arrêté préfectoral qui encadre les activités du dépôt. Les indications fournies au sujet des moyens de pompage sont cohérentes bien qu'elles ne prennent pas en compte les groupes de secours.

En synthèse, l'Inspection retient que la détermination par l'exploitant des moyens en émulseur et en eau apparaît cohérente avec les installations et que les installations de défense contre l'incendie sont en capacité de fournir les débits d'eau incendie et de solution moussante attendus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Refroidissement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-7

**Thème(s) :** Risques accidentels, réservoir ou cuvette en feu

##### **Prescription contrôlée :**

Pour la protection des installations, le dimensionnement des besoins en eau est basé sur les débits suivants :

- refroidissement d'un réservoir à axe vertical en feu : 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ;
- refroidissement des réservoirs voisins du réservoir en feu exposés à plus de 12 kW/m<sup>2</sup> pour le scénario de référence d'incendie de réservoir : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ;
- refroidissement des réservoirs des rétentions et sous-rétentions contiguës exposés à plus de 12 kW/m<sup>2</sup> pour le scénario de référence d'incendie de rétention ou de sous-rétention : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir ;
- protection des autres installations exposées à un flux thermique supérieur ou égal à 8 kW/m<sup>2</sup> et identifiées par l'étude de dangers comme pouvant générer un phénomène dangereux par effet domino : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir. Une valeur différente peut être prescrite par arrêté préfectoral sous réserve d'une étude spécifique réalisée par l'exploitant.

##### **Constats :**

Le scénario de référence feu du réservoir 517 nécessite le refroidissement du bac en feu. Le scénario de référence feu de la cuvette 410A ne nécessite pas de refroidir les installations voisines. En revanche, certains scénarios de feux de rétention abordés dans le POI nécessitent le refroidissement des installations voisines. Les débits de refroidissement ont été vérifiés par sondage (pour le feu de bac 517 et les feux des cuvettes de rétention 140 et 150).

| Scénario | Installations refroidies | Exposition Flux thermique | D é b i t d e refroidissement | T a u x d'application |
|----------|--------------------------|---------------------------|-------------------------------|-----------------------|
|----------|--------------------------|---------------------------|-------------------------------|-----------------------|

|                                         |                                                |                                                                                                                              |                                                                    |                                                                            |
|-----------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|
| Scénario de référence<br>Feu de bac 517 | Bac 517                                        | -                                                                                                                            | 5667 l/min                                                         | 27 l/min/m                                                                 |
| Feu cuvette 140                         | Bac 13<br>Bac 21<br>Bac 14                     | > 12 kW/m <sup>2</sup><br>> 12 kW/m <sup>2</sup><br>> 8 kW/m <sup>2</sup>                                                    | 1369 l/min<br>2750 l/min<br>1403 l/min                             | 18,2 l/min/m<br>17 l/min/m<br>18,6 l/min/m                                 |
| Feu cuvette 150                         | Bac 12<br>Bac 15<br>Bac 22<br>Bac 11<br>Bac 16 | > 12 kW/m <sup>2</sup><br>> 12 kW/m <sup>2</sup><br>> 12 kW/m <sup>2</sup><br>> 5 kW/m <sup>2</sup><br>> 5 kW/m <sup>2</sup> | 1548 l/min<br>1306 l/min<br>2818 l/min<br>1374 l/min<br>1355 l/min | 20,5 l/min/m<br>17,3 l/min/m<br>17,4 l/min/m<br>18,2 l/min/m<br>18 l/min/m |

Il ressort que l'ensemble des bacs étudiés, le débit de refroidissement est supérieur à la valeur minimale réglementaire (15 l/min/m).

L'Inspection observe que les débits des couronnes d'arrosage annoncés en page 38 du POI sont des débits théoriques "réglementaires" (déterminés à partir de la valeur de 15 l/min/m). Les débits annoncés sur les fiches opérationnelles sont plus élevés.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection suggère à l'exploitant de préciser au travers de ses documents la nature des informations fournies. Afin d'éviter toute ambiguïté, il convient notamment de distinguer clairement le débit théorique des équipements du débit réel.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 5 : Réserves d'eau et d'émulseur**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Réserves d'eau et d'émulseur

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au point 43-1 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. L'exploitant peut avoir recours à des protocoles ou conventions de droit privé et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre.

L'exploitant définit et justifie, en fonction de la stratégie de lutte contre l'incendie retenue, le positionnement des réserves d'émulseur, dans les conditions définies au point 43-1 du présent

positionnement des réserves d'émulseur, dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. Si le recours aux moyens des services d'incendie et de secours est prévu dans la stratégie de lutte contre l'incendie de l'exploitant, le positionnement et le conditionnement des réserves d'émulseur sont précisés dans l'arrêté préfectoral cité au 43-2-2.

Les pomperies, réserves d'émulseur et points de raccordement de moyens de pompage mobiles aux ressources en eau sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m<sup>2</sup> identifiées dans l'étude de dangers pour les phénomènes dangereux hors effet thermique transitoire. Cette prescription n'est pas applicable :

- pour un équipement qui peut être sollicité à distance par un opérateur ;
- ou lorsque, pour un scénario d'incendie considéré, l'équipement est doublé et que l'équipement redondant est situé hors des zones d'effets thermiques susmentionnées.

#### **Constats :**

Tenant compte de la présence sur site de deux réserves de 23 m<sup>3</sup>d'émulseur, d'une réserve d'eau maintenue à un niveau de compris entre 6500 et 10000 m<sup>3</sup>, l'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au point 43-1 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies.

Les pomperies, réserves d'émulseur et points de raccordement de moyens de pompage mobiles aux ressources en eau sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m<sup>2</sup> identifiées dans l'étude de dangers pour les phénomènes dangereux hors effet thermique transitoire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 6 : Utilisation des moyens semi-fixes ou mobiles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Utilisation des moyens semi-fixes ou mobiles

#### **Prescription contrôlée :**

La disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation vis-à-vis de la stratégie définie par l'exploitant est démontrée dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. En particulier, en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne :

- la cinétique de mise en œuvre eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux ;
- l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/ m<sup>2</sup> compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de 1 800 (kW/m<sup>2</sup>)<sup>4/3</sup>.s ni la valeur de 8 kW/m<sup>2</sup>, sous réserve que

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention ;</p> <p>- la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La cinétique de mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie est présentée au travers des fiches opérationnelles du POI. L'Inspection relève que le moment à partir duquel l'exploitant décompte le temps correspond au moment de mise en œuvre des moyens de lutte, les délais associés à la détection d'un incendie et à l'éventuelle levée de doute ne sont pas pris en compte.</p> <p>La stratégie de défense contre l'incendie du dépôt repose principalement sur l'utilisation de boîtes à mousse pour l'extinction de feux de réservoir. Pour les feux de rétention, elle fait appel à des déversoirs et des canons à mousse. Les canons déployés autour du Poste de Chargement Camions sont des canons à balayage automatique. Leur mise en œuvre ne requiert pas de présence humaine.</p> <p>Afin d'atteindre les débits d'extinction nécessaire, des canons mobiles sont déployés pour certains scénarios de feu de cuvette. Toutefois, ces canons sont déjà prépositionnés et leur activation ne nécessite pas d'intervention humaine. De fait, telle que présentée la stratégie de défense incendie n'expose par le personnel amené à intervenir aux flux thermiques d'un éventuel incendie. En outre, le positionnement des canons apparaît cohérent avec leurs portées.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de revoir la chronologie des opérations d'extinction présentée au travers des fiches opérationnelles du POI. Cette dernière s'entend à partir de la détection de l'incendie et non à partir de la mise en œuvre des moyens d'extinction.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

#### N° 7 : Réseau

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, raccords</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Si le débit d'eau nécessaire à l'opération d'extinction dépasse 240 mètres cubes par heure, l'installation dispose d'un réseau maillé et sectionnable au plus près de la pomperie.</p> <p>Les réseaux, les réserves en eau ou en émulseur et les équipements hydrauliques disposent de raccords permettant la connexion des moyens de secours publics visant à permettre l'utilisation de ces moyens.</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles (internes ou externes) sont prévus pour pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie. Si l'exploitant dispose de ses propres groupes de pompage, il dispose de moyens de pompage de secours lui permettant de pallier le dysfonctionnement de n'importe lequel de ses groupes pris individuellement.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Certains scénarios détaillés dans les fiches POI, le débit d'eau nécessaire à l'opération d'extinction dépasse 240 m<sup>3</sup>/h. Conformément à la prescription, le réseau incendie maillé et sectionnable au plus près de la pomperie.</p> <p>La visite de terrain a permis de constater que la réserve d'eau, les réserves d'émulseur et les équipements hydrauliques (manifold) disposent de raccords permettant la connexion des moyens de secours publics visant à permettre l'utilisation de ces moyens.</p> <p>Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles sont prévus pour pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie.</p> <p>L'exploitant dispose de trois groupes de pompage d'un débit unitaire de 750 m<sup>3</sup>/h. Pour lutter contre le feu de cuvette 410A (scénario de référence majorant), la stratégie de défense contre l'incendie prévoit d'engager un débit de solution moussante de 1469 m<sup>3</sup>/h. Ce débit mobiliserait deux des trois groupes de pompage. Le troisième peut donc être considéré comme un groupe de secours capable de pallier le dysfonctionnement de n'importe lequel des deux autres groupes pris individuellement.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

#### N° 8 : Bassin de confinement

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Position                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bassins de confinement des eaux d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m<sup>2</sup> identifiées dans l'étude de dangers, ou ;</li> <li>-sont constitués de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à leur emploi.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>D'après l'annexe VII de l'arrêté du 03/10/2010, les dispositions du 43-2-6 ne sont applicables aux sites nouveaux qu'à compter du 16 mai 2011. Le dépôt d'Haulchin ayant été régulièrement autorisé avant cette date, cette prescription ne lui est pas applicable.</p>                                                                                                                                                         |

|                                              |
|----------------------------------------------|
|                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

**N° 9 : Entretien et contrôles**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien et contrôles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des moyens prévus dans ce point 43-3 sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des scénarios est testé annuellement, un registre de suivi a été fourni (Planning des exercices d'urgence 2026-2027). Ce document indique que les scénarios feux de bacs et feux de rétentions ont été testés en mars et avril 2026 et aucune anomalie n'a été relevée. La prochaine échéance de contrôle est établie pour mars 2027.</p> <p>En plus des tests annuels, les scénarios de la SDI sont testés par roulement dans le cadre des exercices réalisés mensuellement.</p> <p>En séance, l'exploitant a également évoqué des mesures de débits tous les cinq ans.<br/> Au 09 juin 2026, l'exploitant a transmis un registre mentionnant :<br/> - une évaluation des performances du réseau incendie réalisé en 2013 par la société AIRPROFIL EAC ;<br/> - des tests de performances sur les scénarios bacs et cuvettes (à l'exception des bacs 503, 504, 207 et 208) réalisés par la société FRANCE INGENIERIE PROCESS au 23/12/2016 ;<br/> - des tests de débits sur l'ensemble du réseau DCI des cuvettes et des bacs 517, 504 et 503 par la société FAUREHERMAN IMRAT Engineering en date du 13/07/2022.<br/> Ces derniers essais, on fait l'objet du rapport d'intervention DS 1122DS0184 transmis à l'Inspection des installations classées en date du 03/08/2022.</p> <p>Les groupes de pompage GMP1, GMP2, GMP3, GE1 et GE2 sont testé tous les 15 jours.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de détailler davantage les contrôles et entretiens réalisés sur les moyens constituant la défense contre l'incendie. La fréquence et les modalités des mesures de débits doivent notamment être clairement être établis.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 10 : Formation**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Des personnes désignées par l'exploitant chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.<br>Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Constats :</b><br><br>En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les "passeports sécurité 2026" pour 9 personnes du dépôt. D'après ces documents, tous ont notamment suivi les formations :<br><br>- POI Première Mesure Urgence.<br>- Formation GESIP : Intervenir sur feux réels (RC1/RCD1).<br><br>Pour ces formations, une période de validité de 5 ans est définie et les recyclages sont planifiés.<br><br>Les derniers exercices POI ont été réalisés les 18/11/2025 et 27/11/2024. L'exercice de 2024 a porté sur le scénario feu du bac 11. L'exercice de 2025 a été réalisé avec le SDIS sur le scénario feu de la cuvette 310. En dehors des exercices POI, les personnels formés participent par roulement aux exercices réalisés mensuellement. L'objectif étant que chacun soit engagé dans au moins 4 exercices par ans. Le gardien est amené à suivre au moins un exercice par an. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**N° 11 : Récolement de la mise en demeure du 02/02/2022**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/02/2022, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La société Entrepôt Pétrolier de Valenciennes, exploitant un dépôt pétrolier, sise 5, route nationale sur la commune de HAULCHIN est mise en demeure de respecter les dispositions du point A de l'annexe 5 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 en définissant et mettant en œuvre des moyens de défense contre l'incendie pour le scénario de feu dans le réservoir 517 permettant d'appliquer de la solution moussante avec un taux d'application de 4 L/min/m <sup>2</sup> dans un délai n'excédant pas 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Telle que définie au travers du Plan de défense incendie dans sa version de septembre 2025 et du POI de l'établissement dans sa version d'avril 2026, la stratégie de défense incendie prévoit pour le scénario feu du bac 517 l'établissement un débit d'extinction de 15 167 l/min de solution moussante (débit éprouvé par la société FAUREHERMAN IMRAT Engineering en juillet 2022). Un tel débit correspondant pour ce bac à un taux d'application de 4,37 l/min/m <sup>2</sup> , l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 02 février 2022 est par conséquent respecté. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**N° 12 : Récolement de la mise en demeure du 02/02/2022**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/02/2022, article 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société Entrepôt Pétrolier de Valenciennes, exploitant un dépôt pétrolier, sise 5, route nationale sur la commune de HAULCHIN est mise en demeure de respecter les dispositions du point B de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 en transmettant une étude technico-économique régulière dans un délai n'excédant pas six mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'étude attendue vise à évaluer la possibilité de répondre aux dispositions de l'article 22-5 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 lequel porte sur la limitation des surfaces en feu à 6000 m<sup>2</sup> dans le cas des liquides non miscibles à l'eau et 3000 m<sup>2</sup> dans le cas des liquides miscibles à l'eau.</p> <p>Cette étude n'est plus nécessaire, l'exploitant ayant ramené les rétentions des bacs en deçà des 6000 m<sup>2</sup>. Les produits pétroliers stockés (FOD, GO, SP98, BOB) sont non miscibles à l'eau. L'éthanol, miscible à l'eau est stocké en cuves enterrées et l'EMAG n'est pas un liquide inflammable.</p> <p>L'exploitant ayant opté pour le respect des dispositions l'article 22-5 de l'arrêté ministériel, l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 02/02/2022 peut être considéré comme respecté.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 13 : Récolement de la mise en demeure du 02/02/2022**

|                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/02/2022, article 3                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société Entrepôt Pétrolier de Valenciennes, exploitant un dépôt pétrolier, sise 5, route nationale sur la commune de HAULCHIN est mise en demeure de respecter les dispositions de</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 dans un délai n'excédant pas six mois.                                                                                                                                                                     |
| <b>Constats :</b><br><br>Comme traité au point de contrôle n°1, les dispositions de l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 sont désormais respectées. L'article 3 de l'arrêté de mise en demeure du 02 février 2022 est par conséquent respecté. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                             |

**N° 14 : Récolement de la mise en demeure du 02/02/2022**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/02/2022, article 4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La société Entrepôt Pétrolier de Valenciennes, exploitant un dépôt pétrolier, sise 5, route nationale sur la commune de HAULCHIN est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 43-2-4 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 dans un délai n'excédant pas six mois à compter de la notification du présent arrêté.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'article 43-2-4 porte sur les délais d'intervention, il dispose que :<br><br>- en cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes ;<br>- une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est sur place dans un délai maximum de trente minutes. Le préfet peut porter par arrêté préfectoral ce délai à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers ;<br>- en l'absence de moyens fixes, le délai de mise en œuvre des moyens mobiles d'extinction est défini dans la stratégie de lutte contre l'incendie et la mise en œuvre des premiers moyens mobiles est effectuée dans un délai maximum de soixante minutes.<br>Les délais mentionnés aux trois alinéas précédents courent à partir du début de l'incendie.<br><br>Le Plan de Défense Incendie (version de septembre 2025) prévoit qu'en heures ouvrées, le personnel du site est en capacité de déclencher les scénarios automatiques DCI en moins de 15 minutes. En heures non ouvrées, il précise qu'un agent de sécurité apte, formé et autorisé à la mise en œuvre des scénarios DCI est présent en permanence sur le site. Sur instruction du personnel d'astreinte, cet agent est en capacité de déclencher les scénarios automatisés en moins de 15 minutes.<br><br>L'article 4 de l'arrêté de mise en demeure du 02 février 2022 est respecté. |

|                                                         |
|---------------------------------------------------------|
|                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite            |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure |

N° 15 : Récolement de la mise en demeure du 02/02/2022

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/02/2022, article 5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société Entrepôt Pétrolier de Valenciennes, exploitant un dépôt pétrolier, sise 5, route nationale sur la commune de HAULCHIN est mise en demeure de respecter les dispositions de l'annexe 5 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 en définissant et mettant en œuvre des moyens de défense contre l'incendie pour le scénario de feu dans la rétention 410 et feu dans la rétention 320 permettant d'appliquer de la solution moussante avec un taux d'application conforme à la réglementation dans la mesure où les rétentions ont une surface supérieure à 6 000 m<sup>2</sup>.</p>                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Comme évoqué au point de contrôle n°12, les rétentions 410 et 320 ont été redimensionnées. La rétention 320 a été scindée en deux sous-cuvettes 320a et 320b de surfaces hors bacs respectives de 2808 m<sup>2</sup> et 3034 m<sup>2</sup>. La rétention 410 a également été fractionnée en deux sous-cuvettes 410a et 410b présentant respectivement une surface hors bacs de 4379 m<sup>2</sup> et 2164 m<sup>2</sup>. Pour les scénarios de feux de cuvette 320a et 410a, la stratégie de défense contre l'incendie retient un taux d'application réduit de 3 l/min/m<sup>2</sup> (conformément aux dispositions du point B de l'annexe 5 de l'arrêté du 03/10/2010). Il n'y a aucun bac au sein des rétentions 320b et 410b.</p> <p>L'article 5 de l'arrêté de mise en demeure du 02 février 2022 est respecté.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |